

## MAÎTRE D'OUVRAGE :

ÉTABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG OCCITANIE

Avenue de Grande Bretagne – BP3210

31027 Toulouse Cedex 03

## TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UN LOCAL LOUE PAR L'EFS OCCITANIE SITUE AU 97 RUE DE FENOUILLET, 31200 TOULOUSE

### MAITRISE D'OEUVRE

Architecte



**SCP CIRGUE-DARGASSIES**

40 Bd des Récollets

31400 TOULOUSE

Tél : 05.61.55.36.06.

BET



**CEERCÉ**

157 rue du Férétra

31400 TOULOUSE

Tél : 05 61 14 21 22

Lot	Cahier des Clauses Techniques Particulières
	<b>GÉNÉRALITÉS TOUS CORPS D'ETAT</b>

REF. AFFAIRE	DATE	PHASE DU PROJET
<b>17-31</b>	<b>Janvier 2018</b>	<b>DCE</b>

## SOMMAIRE

<b>Chapitre 1</b>	<b>OBJET DES TRAVAUX</b>	<b>4</b>
<u>1</u>	OBJET DES TRAVAUX	4
<u>2</u>	INTERVENANTS	4
<u>3</u>	NOMENCLATURE ET DESIGNATION DES LOTS	4
<u>4</u>	NOMENCLATURE DES DOCUMENTS	5
<u>5</u>	CONTENU DES PRIX	5
<u>6</u>	DOCUMENTS CONTRACTUELS DE REFERENCE DES MARCHES	5
6.1.	<i>Pièces contractuelles du marché</i>	5
6.2.	<i>Ordre de préséance des pièces</i>	5
<b>Chapitre 2</b>	<b>PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION</b>	<b>6</b>
<u>1</u>	OBJET DES CCTP	6
<u>2</u>	TEXTES, REGLEMENTS, NORMES	7
<u>3</u>	MATERIEL, MATERIAUX ET PROCEDES	7
<u>4</u>	ECHANTILLONS	8
<u>5</u>	PLANS – NOTES DE CALCUL	8
5.1.	<i>DOCUMENTS A FOURNIR EN DEBUT DE CHANTIER PAR LES ENTREPRISES</i>	8
5.2.	<i>MODIFICATIONS EN COURS DE CHANTIER</i>	9
5.3.	<i>REMISE ET APPROBATION DES PLANS DE RESERVATIONS</i>	9
5.4.	<i>DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION</i>	9
<u>6</u>	IMPLANTATION – TRACAGE – TRAIT DE NIVEAU	11
6.1.	<i>IMPLANTATION</i>	11
<u>7</u>	CONTROLES ET ESSAIS	11
7.1.	<i>ESSAIS ET CONTROLES CORRESPONDANTS AU CONTROLE TECHNIQUE DE TYPE A</i>	11
7.2.	<i>ESSAIS ET CONTROLES COMPLEMENTAIRES</i>	11
<u>8</u>	CONTRAINTES PARTICULIERES – NETTOYAGE	12
8.1.	<i>RECEPTION DES SUPPORTS</i>	12
8.2.	<i>LES ABORDS DU CHANTIER</i>	12
8.3.	<i>NETTOYAGE A L'AVANCEMENT DES TRAVAUX</i>	12
8.4.	<i>PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL</i>	13
8.5.	<i>PROTECTION DES OUVRAGES</i>	13
<u>9</u>	PRESCRIPTIONS D'EXECUTION	13
9.1.	<i>GENERALITES</i>	13
9.2.	<i>INCORPORATION</i>	14
9.3.	<i>RESERVATIONS</i>	14
9.4.	<i>PERCEMENTS – TRAVAUX DE REPRISE</i>	14
9.5.	<i>CALFEUTREMENTS - RACCORDS</i>	15
9.6.	<i>FIXATION DE MATERIEL</i>	15
9.7.	<i>TOLERANCES D'EXECUTION ENTRE CORPS D'ETAT</i>	16
9.8.	<i>TOLERANCES DIMENSIONNELLES</i>	16
<b>Chapitre 3</b>	<b>ORGANISATION DE CHANTIER – PERIODE DE PREPARATION COMPTE DES CHARGES COMMUNES</b>	<b>16</b>
<u>1</u>	ORGANISATION DU CHANTIER	16
1.1.	<i>TRAVAUX PREPARATOIRES</i>	16
1.2.	<i>CONSTAT D'ETAT DES LIEUX</i>	17
1.3.	<i>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</i>	17
1.4.	<i>INSTALLATIONS DE CHANTIER</i>	18
1.5.	<i>NETTOYAGE</i>	20
<u>2</u>	COMPTE PRORATA	21
2.1.	<i>OBJET</i>	21
2.2.	<i>PRINCIPE DE GESTION</i>	22
2.3.	<i>DESIGNATION DU GESTIONNAIRE</i>	22
2.4.	<i>COMITE D'EXAMEN DU COMPTE PRORATA</i>	22
2.5.	<i>GESTION DU COMPTE PRORATA</i>	23

**Chapitre 4****CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION 25**

Délais - Planning

25

## Chapitre 1 OBJET DES TRAVAUX

### 1 OBJET DES TRAVAUX

Les travaux concernent l'aménagement d'un entrepôt situé 97 rue de Fenouillet à Toulouse pour l'Établissement Français du Sang Occitanie.

#### **Consistance du projet**

- Création d'un cloisonnement dans l'entrepôt et les équipements de mise en température des locaux soumis au code du travail

Nota : la zone bureau sera déjà aménagée par le propriétaire du local.

### 2 INTERVENANTS

MAITRE DE L'OUVRAGE

**EFS OCCITANIE**

Avenue de Grande Bretagne – BP3210

31300 TOULOUSE

MAITRE D'ŒUVRE

Architecte Mandataire :

**SCP Corgue et Dargassies** – 40 Bd des Récollets – 31400 TOULOUSE

BET :

**CEERCÉ** – 157 rue du Fénétra - 31400 TOULOUSE

L'ENTREPRENEUR

Dans le présent document, les termes « l'Entrepreneur » ou « l'Entreprise » désignent le ou les titulaires des marchés de travaux.

ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION

Sans objet

### 3 NOMENCLATURE ET DESIGNATION DES LOTS

Les travaux sont répartis en lots juridiques définis ci-dessous

	GENERALITES TOUS CORPS D'ETAT
LOT 1	CLOISON – CHAMBRE FROIDE
LOT 2	CVC
LOT 3	ELECTRICITE

Nota : les travaux seront réalisés en 1 tranche

## **4 NOMENCLATURE DES DOCUMENTS**

Voir bordereau des pièces écrites et graphiques

## **5 CONTENU DES PRIX**

Prix de l'Ouvrage + Frais communs : Selon CCAP, pièces financières et présent CCTP Généralités et CCTP par lot.

## **6 DOCUMENTS CONTRACTUELS DE REFERENCE DES MARCHES**

### **6.1. Pièces contractuelles du marché**

Selon CCAP

En complément des CCTP et des documents contractuels énoncés au CCAP, les éléments suivants doivent être respectés :

- Ensemble des documents technique unifiés (DTU)
- Règles professionnelles
- Normes françaises
- Normes et directives européennes
- Documents rendus obligatoires par le code des assurances
- Avis techniques, agréments
- Code du travail
- Règlement sanitaire départemental
- Loi sur l'eau
- Réglementation sécurité incendie
- Réglementation PMR
- Nouvelle réglementation acoustique (NRA)
- Nouvelle réglementation thermique (RT2012)
- Coordination sécurité et protection de la santé (SPS)

### **6.2. Ordre de préséance des pièces**

Selon CCAP

## **Chapitre 2      PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION**

### **1      OBJET DES CCTP**

Les entreprises acceptent les conditions du dossier de consultation des entreprises dans sa totalité, c'est-à-dire les documents communs à tous les lots, ceux portant sur le ou les lots auxquels ils soumissionnent, tous les plans, tous les documents annexés.

Lorsque les travaux correspondant au présent dossier auront été exécutés, le bâtiment devra être totalement achevé, prêt à être utilisé.

Par le fait même de la remise de sa offre, l'entrepreneur s'engage donc à mener les travaux à bonne fin, sans aucun supplément de prix autre que ceux qui correspondent à des modifications ou compléments décidés en cours de chantier et faisant l'objet d'ordres de service approuvés par le Maître d'Ouvrage.

Il s'engage à exécuter les travaux qui se révéleraient nécessaires pour assurer une parfaite tenue des ouvrages prévus (scelllements, liaonnements, poteaux, linteaux, etc...) même si ceux-ci n'étaient pas explicitement décrits au devis descriptif.

Il s'engage à exécuter tous les travaux complets, tous les calfeutrements, raccords divers, les liaonnements entre ouvrages des différents corps d'état étant réalisé sans hiatus.

Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières mentionnent succinctement, outre la description des ouvrages principaux, une liste de petits ouvrages localisés et des cas exceptionnels qui se présentent.

Cette liste ne peut être complète : elle a pour but d'attirer l'attention de l'entrepreneur qui devra la compléter tant par l'examen détaillé des plans remis que par la visite des lieux et ce lors de la mise au point des marchés de travaux

Les entreprises devront prendre connaissance de la totalité des CCTP, y compris ceux relatifs aux autres corps d'état.

Les plans et les CCTP se complètent réciproquement, sans que les entrepreneurs puissent faire état, après remise et réception de leur offre, d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utile ; ils devront prévoir dans leur prix le montant des travaux indispensables à la terminaison du projet dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est décrit, en accord avec le Maître d'œuvre.

L'entrepreneur est tenu de vérifier avant toute exécution les côtes figurant aux dessins et de signaler au Maître d'œuvre les erreurs qui pourraient être constatées.

Il est tenu de signaler par écrit au maître d'œuvre les discordances qui pourraient éventuellement exister entre le CCTP et les ouvrages à exécuter, et qui seraient de nature à nuire à la parfaite réalisation de leurs propres ouvrages.

Dans le même esprit, si certaines dispositions des plans et des CCTP soulèvent des divergences d'interprétations, les ouvrages seront exécutés conformément aux décisions du Maître d'œuvre, sans entraîner pour autant des modifications au prix global forfaitaire des marchés.

La description des ouvrages s'appuie enfin sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence à l'entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état particulier, de prendre à sa charge les incidences financières sur les autres corps d'état.

En conséquence tout ouvrage figurant aux plans et non décrits au CCTP est formellement dû et vice versa.

## **2 TEXTES, REGLEMENTS, NORMES**

Les travaux doivent être réalisés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux Normes, Règles, Textes, Décrets et Circulaires en vigueur, correspondant à celles du marché, en particulier :

- REEF 58 édité par le CSTB
- Directives UEATC
- Règles de calcul
- Règles professionnelles
- Cahiers du CSTB
- Norme NFP06.001
- Cahier des Charges des procédés de réparation
- Règles sismiques
- Règles neige et vent

Cette liste ne saurait être en aucun cas limitative. Tous documents non reproduits dans le présent CCTP sont supposés connus par l'Entrepreneur qui doit les accepter.

Les documents généraux applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

Les titulaires de chaque lot seront tenus d'obtenir tous les permis, certificats et autres documents prévus par la loi. Il sera également responsable de l'exécution de tous les essais et de l'obtention des approbations délivrées par les autorités compétentes.

## **3 MATERIEL, MATERIAUX ET PROCEDES**

Les matériaux seront de la meilleure qualité dans la catégorie demandée.

Tous les matériaux, matériels et fournitures utilisés pour l'exécution des travaux devront être :

- munis des normes ou labels en vigueur
- soumis à l'approbation du Maître d'œuvre avant emploi (échantillons, notices, etc.)

Tous les matériaux, ouvrages ou parties d'ouvrages qui présenteraient des vices de confection ou des défauts dans la qualité des matériels mis en œuvre seront refusés. Les conséquences de ce refus (enlèvement, remplacement, raccords, retards, ...) seront à la charge de l'entrepreneur.

- Nature et Provenance :

Les matériaux, matériels et fournitures quelconques utilisés pour l'exécution des travaux, ainsi que les caractéristiques ou usine de production proposés par l'entrepreneur devront être soumis au Maître d'œuvre pour acceptation avant emploi. L'entrepreneur fournira au Maître d'œuvre les références et garanties d'emploi du fabricant. Il devra indiquer au Maître d'œuvre durant l'exécution des travaux tout changement quant à l'origine des matériaux.

Les indications de marque, origine, provenance faites dans les descriptifs sont données comme référence de qualité, le descriptif détaillé de ces produits étant impossible, toutes les appellations s'entendent « ou équivalent » au sens du décret n°93.1235 du 15.11.93. Il appartient à l'entrepreneur de démontrer cette équivalence pour les produits qu'il propose et au Maître d'œuvre d'en apprécier la conformité.

- Choix des modèles :

Avant toute commande définitive, l'entrepreneur sera tenu de soumettre à l'agrément du Maître d'œuvre les modèles des différents appareils, appareillages, accessoires et matériaux proposés. Les modèles acceptés resteront entreposés dans la cabane de chantier pendant toute la durée des travaux.

Dans le cas où l'entrepreneur se proposerait de substituer éventuellement à ceux du projet de base des appareils ou des matériaux, il est tenu de soumettre au Maître d'œuvre leurs références, marques, caractéristiques, agréments et de fournir un échantillon pour acceptation avant emploi.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit, quant aux modèles qui lui seront proposés et sans réclamation possible de la part de l'entrepreneur, de refuser toute fabrication ne lui donnant pas satisfaction au point de vue aspect, facilité d'emploi ou autres, même si les modèles ou échantillons qui lui sont proposés répondent au point de vue qualité aux conditions du marché.

Il est précisé que :

- Pour l'équipement d'un même local, les équipements mis en place devront être de même fabrication et de même nature, sauf stipulations contraires dans les descriptions demandées.
- Dans l'ensemble, les appareils de même destination et de même nature, ainsi que leurs accessoires, devront être de même fabrication, afin de faciliter les remplacements et réparations ultérieures.

## **4 ECHANTILLONS**

Indépendamment de ses dessins, chaque entrepreneur devra, avant la mise en œuvre définitive, la confection et la présentation de tous les échantillons, modèles, maquettes, prototypes, etc. qui seront nécessaires au Maître d'œuvre pour fixer son choix sur certains arrangements de détails.

Chaque entrepreneur devra se conformer aux ordres qui lui seront donnés et apporter, le cas échéant, toutes modifications et mises au point à ces prototypes, maquettes, échantillons, jusqu'à l'accord définitif du Maître d'œuvre. Les frais engagés, à ce sujet, font partie intégrante du prix global du marché.

## **5 PLANS – NOTES DE CALCUL**

La mission de l'équipe de Maîtrise d'Œuvre : mission de base

### **5.1. DOCUMENTS A FOURNIR EN DEBUT DE CHANTIER PAR LES ENTREPRISES**

Les entreprises ont à leur charge, compris dans leur offre, la réalisation de toutes les études techniques devant aboutir à l'exécution des ouvrages qui comporteront en outre :

- Toutes les notes de calcul
- Tous les plans de détail, plans d'exécution, plans d'atelier chantier, plans de préfabrication, etc.
- Tous les plans de synthèse tce
- Toutes les notices techniques et d'entretien de tous les appareils
- Tous les dossiers à fournir aux administrations ou services concessionnaires compétents pour obtention d'un avis.
- Le planning des tâches
- La totalité de ces documents devra être remise pendant la phase de préparation de chantier et sera soumis à la validation de la Maîtrise d'œuvre.



Lors de l'établissement de leurs études techniques, les entreprises devront prendre en compte les objectifs particuliers liés aux prestations acoustiques, thermiques, de sécurité incendie, d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

- Les entreprises doivent étudier toutes les relations avec les autres lots afin de permettre aux autres lots de prévoir et de pouvoir réaliser leurs ouvrages conformément à la demande de l'entrepreneur.
- L'approbation par le Maître d'œuvre desdits documents ne libérera pas l'entrepreneur de sa responsabilité pour les erreurs de toute nature commises dans les plans ou plannings.

Le délai global de réalisation des études techniques pour l'ensemble des entreprises démarre à compter de la notification de l'ordre de service, ce qui signifie que toutes les notes de calcul, plans, détail devront être établis pendant la période de préparation de 2 semaines.

Les modalités de remise et d'approbation de ces plans et documents sont les suivantes :

- Conditions de remise des documents :
  - . Maître d'œuvre : 2 tirages papier (1 pour l'architecte 1 pour le BET)
  - . Maître d'Ouvrage : 1 tirage papier
  - . Entreprises concernées : 1 tirage papier

Nota : à fournir autant de fois que nécessaire jusqu'à accord et mise au point définitif

Les documents seront clairement datés et indicés pour permettre d'en établir la chronologie selon modèles qui seront validés par le Maître d'œuvre en phase préparation. Chaque envoi sera accompagné d'un bordereau d'envoi.

## **5.2. MODIFICATIONS EN COURS DE CHANTIER**

- Après mises au point éventuelles, diffusion dans les 6 jours suivant la modification :
  - . Maître d'œuvre : 2 tirages papier (1 pour l'Architecte + 1 pour le BET)
  - . Maître d'Ouvrage : 1 tirage papier
  - . Entreprises concernées : 1 tirage papier
  - . 1 exemplaire complémentaire pour l'entreprise qui comportera la mention « Bon pour exécution » apposée par la Maîtrise d'œuvre

## **5.3. REMISE ET APPROBATION DES PLANS DE RESERVATIONS**

Chaque entreprise doit fournir les plans comportant ses demandes de réservations aux autres corps d'état.

## **5.4. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION**

### **5.4.1. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES**

Au fur et à mesure de la remise au maître d'œuvre pour visa des plans d'exécution complémentaires et des plans d'atelier et de chantier et dès que la mention « Bon pour exécution » sera apposée, il sera constitué un « Dossier des Ouvrages Exécutés » (D.O.E.).

Il sera procédé de la même façon avec les fiches techniques de tous les matériaux.

Avant la réception des travaux, l'entrepreneur devra vérifier les plans, les corriger si nécessaire, et apposer la mention « Conforme à la construction » suivie de la date et de la signature + tampon de l'entreprise.

Ces plans devront comporter l'emplacement et le tracé de tous les ouvrages, canalisations, vannes, tableaux et organes de commande, de coupure, de vidange, etc...

Ces ouvrages devront être cotés, tant en dimensions qu'en position de niveau par rapport soit au niveau de référence du bâtiment, soit au NGF pour les éléments extérieurs.

Il sera également édité des fiches comportant la liste des matériaux et équipements mis en œuvre avec :

- 1/ la référence de l'article CCTP
- 2/ la nature
- 3/ la provenance
- 4/ le classement
- 5/ le numéro de l'avis technique
- 6/ observations

Ces fiches doivent permettre au Maître d'Ouvrage d'effectuer tout remplacement de pièce dans le cadre de ses travaux de maintenance au-delà de l'année de garantie.

A ces fiches seront annexés tous les avis techniques et procès-verbaux d'essais des produits mis en œuvre demandés par le CCTP ou en cours de chantier, par le Maître d'œuvre.

Les DOE devront être transmis dans un délai de 15 jours après la réception des travaux, avec ou sans réserves.

#### **5.4.2. CERTIFICATS DE CONFORMITE – PV DE RECEPTION DES SERVICES CONCESSIONNAIRES**

Les certificats, procès-verbaux de réception des services concessionnaires, etc... qui ont été demandés au CCTP, ou bien qui relèvent de l'activité de l'entrepreneur, devront être remis.

#### **5.4.3. NOTICES D'ENTRETIEN**

Chaque entrepreneur devra fournir une notice d'entretien de l'ensemble des ouvrages et matériaux qu'il aura mis en œuvre ou pour lesquels il aura participé.

Cette notice a pour objet de permettre au Maître d'ouvrage d'organiser ses opérations de maintenance au-delà de l'année de garantie.

Elle fera partie intégrante des DOE et sera remise dans le même délai.

Nota : faute d'avoir fourni les renseignements nécessaires, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir contre le Maître d'ouvrage d'un mauvais entretien des ouvrages sous garantie.

#### **5.4.4. MODALITES DE REMISE DES DOCUMENTS**

La présentation des documents devra être soignée :

- Les plans seront remis sous format papier sous chemise à sangle + 1 CD informatique en DWG et PDF
- Les autres pièces dans classeur, perforées et avec intercalaires + 1 CD en PDF

L'ensemble des documents décrits ci avant devront être fournis de la façon suivante :

- . Maître d'œuvre : 2 exemplaires  
. Maître d'Ouvrage : 2 exemplaires

## **6 IMPLANTATION – TRACAGE – TRAIT DE NIVEAU**

### **6.1. IMPLANTATION**

Les implantations et vérifications indispensables relatives aux bâtiments et aux ouvrages (altimétries et aplombs), sont à la charge des entrepreneurs du lot 1 (pour l'implantation).

La suite des implantations de la structure et vérifications générales en plan et en latitude sont à la charge de l'Entrepreneur. A ce titre, il doit suivre la procédure suivante :

- L'implantation des axes verticaux et horizontaux
- Contrôle systématique de tous les aplombs, notamment des différentes façades
- Contrôle de l'altimétrie

Vérifications mensuelles d'implantation, de nivellement et d'aplombs supplémentaires

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire faire toutes vérifications supplémentaires qu'il juge nécessaires et ce, aux frais de l'Entrepreneur.

L'Entrepreneur doit sauvegarder le bornage du terrain jusqu'à la fin du chantier. Le remplacement des points supprimés pour les besoins des travaux est à sa charge.

Il est entendu que l'entreprise devra relever, planter ou faire planter à ses frais ses ouvrages cloisons, planchers surélevés, chutes réseaux, etc. ...)

## **7 CONTROLES ET ESSAIS**

Les essais et épreuves définies ci-après sont réputés prévus dans le coût des ouvrages pour chaque marché considéré.

### **7.1. ESSAIS ET CONTROLES CORRESPONDANTS AU CONTROLE TECHNIQUE DE TYPE A**

Les essais d'ouvrage et équipements seront réalisés par l'entreprise.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, l'entrepreneur devra effectuer les essais et vérifications figurant sur la liste établie par les assureurs.

Cette liste est précisée dans les documents « Moniteur TP » du 17/12/82 ; supplément N° 82/57 bis COPREC N°1.

Les résultats de ces essais et vérifications devront être consignés dans les PV qui seront envoyés pour examen, en 2 exemplaires, par l'entrepreneur maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre adressera au Maître d'Ouvrage un rapport explicitant les avis portant sur ces PV.

### **7.2. ESSAIS ET CONTROLES COMPLEMENTAIRES**

Le présent article a pour but de préciser les conditions dans lesquelles seront effectués les différents essais sur matériaux et fournitures, à la charge et aux frais de l'entrepreneur, demandés par le Maître d'œuvre, en complément de ceux prévus dans les documents techniques COPREC N° 1 et 2.

Sauf stipulation contraire précise, ne rentrent pas dans cette catégorie les essais exceptionnels effectués sur les ouvrages en place (chargement de plancher, par exemple), demandés en complément des essais courants dont les résultats laisseraient subsister un doute sur la qualité des ouvrages.

Les frais de ces essais exceptionnels sont à la charge du Maître d'ouvrage, si leur résultat est favorable à l'entrepreneur, ou à la charge de l'entrepreneur si leur résultat lui est défavorable.

Les autres essais (essais courants), dont il est question ci-après, seront obligatoirement effectués sur tous les matériaux et fournitures entrant dans la composition des ouvrages. Ils sont à la charge et aux frais de l'entrepreneur.

## **8 CONTRAINTES PARTICULIERES – NETTOYAGE**

### **8.1. RECEPTION DES SUPPORTS**

Les prescriptions des DTU, les devis descriptifs et le présent document précisent les tolérances, planimétries, états de surfaces, arases, etc. des différents ouvrages.

Lorsque des ouvrages constituent le support d'une prestation d'un sous-traitant, un représentant qualifié de cette dernière doit assurer la réception contradictoire de ces supports.

Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit, au Maître d'Œuvre, qui décide des mesures à prendre. Les travaux supplémentaires qui résultent de la mauvaise exécution des supports sont à la charge de l'entreprise générale.

Par le fait de soumissionner, l'entreprise s'engage à s'en remettre à l'arbitrage du Maître d'Œuvre.

L'exécution des travaux sans réserve écrite, implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne peut être formulée à ce titre par la suite.

### **8.2. LES ABORDS DU CHANTIER**

Les abords du chantier seront maintenus propres en permanence par l'entreprise et, débarrassés de tous matériels, matériaux et détritiques sans emploi ; le matériel et l'outillage seront rangés quotidiennement. Le stockage des matériaux se fera de manière à ne créer aucune gêne aux passants, à la circulation des voies de desserte ; les accès aux bâtiments existants seront particulièrement protégés et préservés ainsi que les espaces verts.

Les aires de stockage et l'installation générale du chantier devront faire l'objet de l'accord du Maître d'Œuvre. Toutes les précautions seront prises par l'entrepreneur pour assurer la sécurité des passants.

Avant prise de possession, l'entrepreneur fera dresser un constat d'huissier de l'état des lieux, voies d'accès et ouvrages limitrophes.

### **8.3. NETTOYAGE A L'AVANCEMENT DES TRAVAUX**

Le nettoyage journalier et gros nettoyage hebdomadaire sont dus par l'entreprise dans le bâtiment.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur doit remettre les ouvrages ou partie d'ouvrage dans un état de propreté et de finition parfait, en se conformant à l'échelonnement et aux délais fixés par le calendrier des travaux ou par des ordres de service.

Dans le cas contraire, le nettoyage peut, après mise en demeure par le Maître d'ouvrage ou par le Maître d'Œuvre, et à l'expiration d'un délai de 8 jours après cette mise en demeure, être fait aux frais de l'entrepreneur.

#### **8.4. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL**

La protection de l'environnement de travail (sols, murs...) est à la charge de l'entreprise. Toute dégradation consécutive à un défaut de protection, à la réalisation des travaux ou à toute autre cause, sera remise en état à la charge de l'entreprise.

L'entrepreneur doit laisser chaque jour le chantier dans un état de propreté parfait.

Dans le cas contraire, le nettoyage et/ou la remise en état peut, après un premier avertissement par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Œuvre, être fait aux frais de l'entrepreneur.

#### **8.5. PROTECTION DES OUVRAGES**

L'entreprise doit la protection efficace des ouvrages et fournitures avant et après mise en place sur le chantier et ce, pendant toute la durée du chantier.

Il importe que l'entreprise et ses sous-traitants aient le souci constant et le respect des travaux exécutés.

Dans ce but, chacun des intervenants doit s'abstenir de faire quoi que ce soit qui, sous prétexte de simplifier sa tâche, dégrade ou salisse les ouvrages ou puisse nuire à la solidité et à la bonne finition de l'ensemble.

Il est veillé à l'observation de cette discipline nécessaire.

Les réparations ou remises en état nécessaires à la suite de fautes de ce genre sont exécutées selon les ordres que donne le Maître d'Œuvre et incluses dans le prix du marché.

## **9 PRESCRIPTIONS D'EXECUTION**

### **9.1. GENERALITES**

Les dispositions qui suivent fixent une règle de répartition des prestations qui s'imbriquent dans les interventions simultanées ou alternées de chaque corps d'état.

Cette règle tend à attribuer à chaque entreprise l'exécution des prestations dépendant de sa spécialité, étant toutefois rappelé que le titulaire d'un marché de travaux doit la totalité des prestations nécessaires à l'exécution de ses travaux, même s'il doit lui-même faire appel à un spécialiste pour certaines tâches n'entrant pas dans sa qualification.

L'attributaire des ouvrages doit contrôler, lors de l'exécution, le respect de ses recommandations et réceptionner pour son propre compte les ouvrages ainsi réalisés.

Les précisions fournies par le présent chapitre ne dispensent pas, en outre et d'une manière générale, chaque intervenant de :

- Reconnaître par avance les locaux, supports et enveloppes dans ou sur lesquels il doit réaliser ses propres ouvrages
- Vérifier les tracés, niveaux, implantations existants pour s'assurer de leur conformité avec les indications de son marché

- Prendre toutes les dispositions et mesures nécessaires au bon fonctionnement de ses installations et à la prévention de gênes diverses par l'isolation phonique convenable (suspension anti-vibratiles), le traitement des surfaces à températures élevées, etc. ...
- Procéder à l'égard des prestations incluses dans son marché, à l'autocontrôle indispensable à la bonne réalisation de ses travaux et à leur parfaite adaptation à la destination des ouvrages réalisés.
- Protéger ses ouvrages, assurer les finitions et nettoyages préalables nécessaires à la réception (notamment la peinture définitive des équipements qu'il a fournis) et le nettoyage des locaux après ses interventions.
- Pour les entreprises ayant à effectuer leurs prestations sur des matériaux, ouvrages, éléments fabriqués ou mis en place par les entreprises des autres lots, elles sont tenues de les examiner et de formuler, avant leur propre intervention, toutes réserves qui leur apparaîtraient nécessaires ; elles devront formaliser l'acceptation des supports de leurs prestations avant exécution de celles-ci, notamment pour les sols, les murs, plafonds, etc. ... Et informer le maître d'œuvre des réceptions des supports contradictoires effectuées avec les autres lots : toute exécution de leurs prestations implique l'acceptation des éléments sur lesquels elles auront travaillé.

## **9.2. INCORPORATION**

L'entrepreneur du lot 1 doit mettre en place, régler et caler les éléments suivants fournis par les autres corps d'état : fourreaux, dormants, cadres, huisseries, cornières, taquets, douilles, platines, rails, inserts, etc. ...

Il est responsable du positionnement et du bon état de ces éléments jusqu'à leur utilisation par l'entreprise fournisseur.

Les canalisations de fluides, d'électricité sont mises en place par les entreprises concernées

L'entreprise du lot 1 doit également les prestations ci-dessus lorsque les incorporations sont faites dans les éléments préfabriqués.

## **9.3. RESERVATIONS**

L'entreprise du lot 1 doit implanter et réserver les ouvrages suivants demandés par les autres entreprises : trous, trémies, passages horizontaux et verticaux, défoncés, feuillures, caniveaux, etc. ...

Elle doit également les renforts qui sont nécessaires à la demande des entreprises concernées et sous le contrôle de la Maîtrise d'œuvre.

Chaque entrepreneur doit repérer et vérifier, au fur et à mesure de leur exécution, les réservations faites par l'entreprise du lot 1 ou les entreprises spécialistes en contrôlant l'emplacement et les dimensions desdites réservations.

Un trait de peinture de couleur différente pour chaque corps d'état doit matérialiser cette vérification.

Les reprises d'implantation de ces réservations devront être exécutées au plus tôt, et selon les dispositions du planning du lot 1, sans référence aux dates d'intervention des autres corps d'état.

Toute entreprise qui ne fournirait pas ses réservations en temps utile au lot 1 devra en faire son affaire.

## **9.4. PERCEMENTS – TRAVAUX DE REPRISE**

Les saignées dans les cloisons sont réalisées par l'entreprise utilisatrice conformément au DTU concernant le matériau constitutif de la cloison.

Le Maître d'œuvre peut être amené à refuser tout percement jugé dangereux pour l'ouvrage ou même inesthétique.

Il appartient à l'entreprise en cause de proposer et mettre en œuvre, à ses frais, une solution acceptable par le Maître d'œuvre.

#### **9.5. CALFEUTREMENTS - RACCORDS**

L'entreprise du marché du lot 1 doit :

- Le rebouchage des trémies, trous et passages dans les cloisons et plafonds ; ce rebouchage doit assurer la continuité de l'isolation thermique
- Les calfeutrements après pose des menuiseries, serrures, ouvrages de charpente, etc. ...
- Le rebouchage des passages de câbles, canalisations et toutes traversées et raccordements de clapets coupe-feu ou autres dispositifs à travers les cloisons.

#### **9.6. FIXATION DE MATERIEL**

La fourniture des accessoires de fixation et de réglage est à la charge de l'entreprise fournissant le matériel à fixer.

Le choix du mode de fixation est déterminé en fonction de la résistance du support. En cas de charge trop importante pour celui-ci, ou si la fixation peut mettre en cause sa stabilité, il doit être prévu soit un report de charge, soit des fixations par boulonnage et plaque de répartition.

Les prestations nécessaires sont à la charge de l'entrepreneur fournissant le matériel à fixer. Il doit, au préalable, indiquer les sujétions correspondantes de mise en œuvre à l'entrepreneur chargé de réaliser les supports.

##### **a) Fixation par chevilles**

Les fixations par chevilles, vissage ou boulonnage sont entièrement à la charge de l'entrepreneur concerné et sous son entière responsabilité, en particulier pour ce qui concerne les dégradations qui seraient faites à cette occasion (éclatement, détérioration des matériaux noyés dans le béton ou la maçonnerie, déformation du support, etc. ...). Des dispositions spécifiques sont à observer si l'emploi de cheville est nécessaire dans des ouvrages tels que des prédalles précontraintes, etc. ....

##### **b) Fixation par scellement**

Les pattes de scellements sont fournies, façonnées, réglées et scellées de façon à assurer une fixation correcte.

Les scellements sont à la charge de l'entrepreneur du lot concerné. Par suite, chaque corps d'état doit exécuter ses propres scellements dans toute nature de matériaux.

Si le Maître d'œuvre estime les scellements (dans le béton armé en particulier) mal exécutés, il peut en charger sans autre formalité le maçon, aux frais du corps d'état intéressé.

Dans le cas de certains revêtements spéciaux, le scellement doit être en retrait pour permettre le raccord effectué par l'entreprise spécialiste.

##### **c) Fixation par insertion**

Les fixations par insertion de panneaux, tasseaux, platines (bois ou métal) doivent avoir obtenu l'accord des entreprises concernées, tant pour leur nature que pour leur positionnement (allèges mur rideau pour fixations radiateurs ou plinthes électriques ; cloisons sèches pour fixation appareils sanitaires, trappes de visite ou renforts nécessaires pour huisseries des portes pleines, etc. .

### **9.7. TOLERANCES D'EXECUTION ENTRE CORPS D'ETAT**

Les tolérances d'exécution, définies par les règles de l'art ou mentionnées dans les documents techniques ou le CCTP de chaque marché, concernent l'aspect final de l'ouvrage exécuté par le lot considéré.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que les tolérances admissibles par rapport aux exigences acoustiques de certains types d'ouvrages dépassent celles des « règles de l'art » ; les PV d'essais donnent les tolérances liées aux performances à atteindre. Pendant la période de préparation, chaque lot devra communiquer aux lots dont l'intervention est liée, les tolérances fixées par les PV d'essais acoustiques.

Les sujétions entraînées par la différence des valeurs de tolérance entre deux corps d'état sont à la charge de l'entrepreneur intervenant en second dans l'ordre chronologique d'exécution imposé pour les ouvrages sur lesquels il intervient ; il prendra à sa charge les travaux inhérents à la différence de valeurs de tolérance.

Si un ouvrage exécuté sort des tolérances imposées, le Maître d'œuvre se réserve le droit, soit de le faire reprendre par l'entrepreneur concerné, soit de faire supporter à celui-ci tous les frais supplémentaires que cette mauvaise exécution entraîne pour les autres entreprises.

Un procès-verbal de réception est dû par l'entreprise travaillant sur les ouvrages de son prédécesseur.

Il doit être remis en temps voulu au Maître d'œuvre.

A défaut, l'entreprise responsable est considérée avoir acceptée le support, sans réserve, et est donc seule responsable de la parfaite finition.

### **9.8. TOLERANCES DIMENSIONNELLES**

Les entreprises seront tenues de respecter les tolérances dimensionnelles fixées dans les textes de référence, et ce pour :

- Les épaisseurs
- La verticalité
- L'horizontalité
- La planéité
- La planitude des parements
- Les flèches après déformations

## **Chapitre 3 ORGANISATION DE CHANTIER – PERIODE DE PREPARATION COMPTE DES CHARGES COMMUNES**

### **1 ORGANISATION DU CHANTIER**

#### **1.1. TRAVAUX PREPARATOIRES**

La période de préparation aura une durée de 20 jours calendaires fonction de la date précise de notification du marché ; cette durée est comprise dans le délai global des travaux.

Ce délai de préparation sera utilisé pour :



- Les installations et lancement du chantier
- Obtenir les premiers plans avec mention BPE (Bon pour Exécution) permettant de passer les premières commandes nécessaires aux phases de démarrage de travaux
- Établir le plan d'installation chantier par phase de travaux
- Établir les conditions d'intervention sur le chantier en collaboration avec le maître d'œuvre
- Établir les calendriers d'exécution en collaboration avec le Maître d'œuvre
- Présenter et faire valider les échantillons
- Établir les limites de tolérances d'exécution des ouvrages en relation avec les PV d'essais acoustiques de certains matériels, ensembles préfabriqués, etc. ...
- Faire réaliser le constat d'état des lieux : voir ci-après
- Effectuer toutes les démarches administratives réglementaires (pour les autorisations de voirie le cas échéant)

Ce délai fixé pour la période de préparation n'interdit pas l'entrepreneur d'intervenir plus tôt pour certains travaux préparatoires : démarrage des installations de chantier, des contacts avec les services concessionnaires, protection des ouvrages existants...

## **1.2. CONSTAT D'ETAT DES LIEUX**

L'entrepreneur du lot 1 a à sa charge les frais liés à l'établissement d'un constat d'huissier qui devra être réalisé respectivement avant travaux dans les conditions suivantes :

- Constat au droit des différentes aires d'implantation de la base de vie avec constat des locaux mis à disposition par le Maître d'ouvrage
- Constat portant sur le bâtiment existant
- Constat sur les abords, parking, voie d'accès, portails
- Reportage photographique du projet et de ses abords.

Ce constat se fera en présence du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre

Ce constat devra être remis au Maître d'Ouvrage et à la Maîtrise d'œuvre en 1 exemplaire papier + 1 exemplaire informatique.

## **1.3. PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER**

Pendant la période de préparation, l'entreprise du lot 1 établit, sous le contrôle du maître d'œuvre le plan d'installation de chantier pour chaque phase. Ce plan est établi en accord avec les différentes entreprises devant intervenir sur le chantier. Il devra avoir obtenu l'accord du Maître d'œuvre.

Ce plan fait apparaître notamment :

- L'emplacement du bureau de chantier (mis à disposition par le maître d'ouvrage)
- L'emplacement des grues et monte-matériaux, s'il y a lieu, pour chaque phase
- Les baraquements de stockage des matériels, matériaux et éléments préfabriqués de chaque entreprise avec les surfaces de stockage à l'air libre ou intérieur
- Les issues de secours en fonction des emprises chantier, les cheminements piétons.

- Les schémas de branchements provisoires d'eau et d'électricité
- Les installations obligatoires destinées au personnel (vestiaires, réfectoires)
- L'emplacement des points lumineux pour l'éclairage provisoire du chantier et des accès bureaux
- Tous détails non énumérés ci-dessus, mais que les entreprises jugeraient bon d'ajouter pour la facilité de leur installation

Tous les entrepreneurs doivent fournir, à l'entreprise de lot 1, tous les renseignements nécessaires pour leur intégration dans ce plan.

L'entrepreneur du lot 1 devra assurer la mise à jour de ce plan jusqu'à son acceptation par le maître d'œuvre, et le Maître d'ouvrage.

Le plan général de Sécurité intégrera ces dispositions qui seront adaptées dès que les entreprises ou fournisseurs appelés à intervenir seront connus : les entreprises ne pourront s'opposer à ces interventions, mais devront tout faire pour les faciliter.

L'entreprise du lot 1 qui gère ses bennes et leur évacuation pendant ses travaux devra se conformer à ce plan.

#### **1.4. INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Les installations de chantier décrites ci-après sont à la charge du lot 1 Cloisons Chambre Froide.

##### **1.4.1. Réseau EU**

Les sanitaires et douches existante sur le site en RdC seront mis à disposition pendant la durée du chantier par le Maître d'Ouvrage.

##### **1.4.2. Alimentation AEP**

Existant, mis à disposition par le Maître d'Ouvrage

##### **1.4.3. Alimentation BT**

Existant mis à disposition par le Maître d'Ouvrage

##### **1.4.4. Clôtures**

Existant, sans objet

##### **1.4.5. Panneau de chantier**

L'entrepreneur du lot 1 sera tenu de réaliser à sa charge :

Le panneau d'affichage du permis de construire suivant les dispositions du code d'urbanisme

Un panneau de chantier strictement conforme au modèle imposé par le Maître d'œuvre à l'emplacement qui lui sera désigné, y compris support.

Ce panneau portera notamment :

- le nom de l'opération, le financement,

- le nom du Maître d'ouvrage, de l'Architecte,
- les noms et raisons sociales des entreprises en regard du lot de leur marché

Dimensions : selon CCTP

#### **1.4.6. Aire de collecte des déchets**

Le lot 1 aura à sa charge la mise en place d'une aire de tri et de stockage des déchets (quai existant), avec bennes ou big bags selon préconisation du PGC.

Il aura également à sa charge l'évacuation hebdomadaire des déchets (au débit du compte prorata)

#### **1.4.7. Base de vie**

Un local sera mis à disposition par le Maître d'Ouvrage

#### **1.4.8. Engins de levage**

Chaque lot a à sa charge ses propres moyens de levage pour ses ouvrages.

#### **1.4.9. Eclairage des zones de chantier**

Existant, mis à disposition par le Maître d'ouvrage

#### **1.4.10. Dépenses de fonctionnement**

Sans objet, mis à disposition par le Maître d'ouvrage, hors dépenses ci-dessous :

#### **Dépenses d'équipement :**

L'ensemble des dépenses d'équipements définies ci-dessus

#### **Dépenses d'exploitation :**

Les dépenses énumérées ci-après sont portées au débit du compte prorata :

- 1/ Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène.
- 2/ Entretien des voiries et piétonniers du chantier, en particulier totalité des zones publiques soumises aux passages du chantier + nettoyage
- 3/ Frais de réparation et de remplacement des fournitures mises en œuvre et détériorées ou détournées dans les cas suivants :
  - \* l'auteur des dégradations ou des détournements ne peut être découvert
  - \* la dégradation ou le détournement ne peut être imputé à l'entrepreneur d'un corps d'état déterminé
  - \* la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers

Suivant la nature des fournitures mises en œuvre, les entrepreneurs prendront les dispositions nécessaires afin d'assurer leur protection jusqu'à la réception des travaux.

Les frais de réparation et de remplacement des éléments centraux d'équipements très spécialisés et particulièrement onéreux restent à la charge des entrepreneurs réalisant ces installations.

En cas de besoin, le Comité de Contrôle dressera la liste des fournitures répondant à ces critères.

4/ Evacuation des déchets

5/ Toute autre dépense qui serait portée expressément au débit du compte prorata, soit par les documents particuliers du marché, soit par une convention, soit par décision du Comité de Contrôle.

## **1.5. NETTOYAGE**

### **1.5.1. Nettoyage du chantier**

RAPPEL :

Les nettoyages de chantier doivent permettre d'aboutir au moment des opérations préalables à la réception des travaux à un état de propreté suffisant afin de permettre au Maître d'œuvre d'effectuer ses contrôles : les nettoyages de mise en service (voir ci-après) seront exécutés juste avant la réception des ouvrages et doivent permettre au Maître d'ouvrage de disposer d'un ensemble parfaitement propre et disponible sans nettoyage complémentaire d'aucune sorte.

Chaque entrepreneur, après chaque intervention en un lieu donné, doit laisser l'emplacement propre et libre de tous déchets.

L'entrepreneur qui lui succède est en droit d'exiger cet état de propreté avant d'entreprendre ses travaux.

Chaque entrepreneur aura la charge de nettoyer ses propres ouvrages : voir également au CCTP de chaque lot les dispositions particulières de protection des ouvrages.

Le Maître d'ouvrage pourra demander à une entreprise spécialisée d'intervenir (les frais correspondants seront portés directement au débit du compte prorata) si les conditions de nettoyage du chantier étaient jugées insatisfaisantes : cette intervention ne serait toutefois possible que si la demande du Maître d'Ouvrage portée au compte rendu de chantier n'était pas satisfaite la semaine suivante.

C'est le lot 1 qui avancera les paiements correspondants.

### **1.5.2. Nettoyage de mise en service**

Généralités

Avant réception des ouvrages par le Maître d'ouvrage, l'ensemble de l'opération doit être nettoyé : en dérogation à l'Article A.3.3.3. de l'annexe de la norme NF P03-001, le fait d'imputer le nettoyage de mise en service à des entrepreneurs déterminés n'empêche pas chaque entrepreneur d'effectuer le nettoyage de ses ouvrages. En effet, ce nettoyage se fera après passage de toutes les entreprises pour levée de réserves qui auront été notées lors des opérations préalables à la réception. Ces opérations de nettoyage de mise en service visent à remettre au maître d'ouvrage un ensemble parfaitement propre : seules les visites de réception pourront se dérouler à la suite de ces nettoyages.

Définition des nettoyages à exécuter

- Pour les parties extérieures (notamment au droit des installations de chantier) le nettoyage est inscrit au débit du compte prorata et exécuté par le lot 1
- Pour les locaux techniques, le nettoyage est à la charge des installateurs

- Pour le nettoyage fin des autres pièces et parties communes, hors celles précitées et y compris les vitrages, le nettoyage est à la charge du peintre (lot 1), il comprend :
  - Le balayage et le lavage de tous les sols dans tous les locaux
  - Le nettoyage parfait de toutes les vitres intérieures et extérieures
  - Le nettoyage et le lavage de toutes les quincailleries en métal chromé ou inoxydable, telles que béquilles et poignées de portes, boutons de crémone, etc...
  - Le nettoyage de toute la robinetterie
  - Le nettoyage de l'appareillage électrique apparent
  - Le nettoyage et le lessivage des éléments menuisés
  - La sortie et l'enlèvement à la décharge publique de tous les déchets résultant de tous ces nettoyages.

### **Conditions d'exécution**

Les nettoyages devront faire disparaître les tâches de peinture ou d'huile.

Toutes les informations utiles à l'exécution des nettoyages seront à la charge de chaque entrepreneur pour ses ouvrages.

Les produits employés (solvants, décapants, etc. ...), les procédés mis en œuvre (grattage, ponçage, etc. ...) devront être appropriés afin de ne pas provoquer l'altération des ouvrages nettoyés eux-mêmes ou de leur état de surface (poli, brillant, etc. ...).

Pour tous les revêtements non traditionnels, il y aura lieu de se référer aux indications données par le fabricant.

En ce qui concerne les vitres, elles ne devront pas être rayées par les nettoyages.

La validation du nettoyage fera l'objet d'une attente soignée par le Maître d'œuvre lors de la réception. Toute dégradation engendrée par le nettoyage devra être reprise au frais de l'entrepreneur concerné (peintre).

## **2 COMPTE PRORATA**

### **2.1. OBJET**

Lorsque plusieurs entrepreneurs, ayant entre eux un lien juridique ou non, concurrent à la livraison d'un même ouvrage, il est tenu compte des dépenses d'intérêt commun et des produits éventuels de chantier dans les conditions données ci-après :

Les dépenses d'intérêt commun sont celles qui, effectuées par un ou plusieurs entrepreneurs, ont pour but ou pour effet d'assurer, en vue de la bonne marche du chantier, la préparation et l'organisation du chantier, l'hygiène et la sécurité des personnes, la coordination et l'exécution des travaux.

Les dépenses d'intérêt commun, telles qu'elles viennent d'être définies, incombent aux entrepreneurs participant au chantier. En aucun cas, elles ne sont à la charge du maître de l'ouvrage.

En tout état de cause, les opérations gérées par le COMPTE PRORATA ne sauraient modifier le montant définitif des travaux.

## **2.2. PRINCIPE DE GESTION**

Le fonctionnement et les principes du COMPTE PRORATA sont fixés dans une convention passée entre tous les intéressés avant le début des travaux.

Cette convention applique les principes énoncés, ci-après, pour les rapports entre les entrepreneurs et le Maître de l'ouvrage. A défaut d'une telle Convention, les parties sont censées avoir accepté le fonctionnement du COMPTE PRORATA conformément aux dispositions du présent CHAPITRE, complétées éventuellement par le CCAG-Travaux et la norme NF P03001 dans sa dernière édition.

Toute décision donnant lieu à contestation d'un entrepreneur au moins doit faire l'objet d'un vote de l'ensemble des entrepreneurs. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres entrepreneurs, chaque entrepreneur disposant d'un nombre de voix proportionnel au montant de son marché par rapport au marché global des travaux.

## **2.3. DESIGNATION DU GESTIONNAIRE**

L'entrepreneur auquel incombe la surveillance du chantier, son hygiène et sa sécurité, est l'entrepreneur du lot 1.

Cet entrepreneur est également chargé de faire les avances pour les frais à reporter au COMPTE PRORATA avec tous justificatifs des paiements effectués.

La répartition du PRORATA est établie par rapport au montant des travaux exécutés par chaque lot, montant en règlement définitif, c'est-à-dire, travaux du marché, travaux en plus, déduction des travaux non exécutés, mais sans déduction des abattements pour malfaçons et des pénalités de retard éventuelles.

Il est précisé que le terme « MONTANT DES TRAVAUX » n'intéresse que les ouvrages exécutés pour le compte du Maître de l'Ouvrage.

Le Maître d'œuvre ne participe pas aux charges du COMPTE PRORATA.

## **2.4. COMITE D'EXAMEN DU COMPTE PRORATA**

Dans le premier mois qui suivra l'ouverture du chantier, il sera constitué un Comité d'Examen du COMPTE PRORATA qui aura pour mission d'examiner les dépenses à y imputer : nature des dépenses, prix unitaires, attachements, etc. ... et d'arrêter périodiquement le montant des dépenses figurant au débit de ce compte.

Le Comité d'Examen du COMPTE PRORATA dressera, en fin de travaux, dans l'intérêt des entrepreneurs, un état des frais ci-dessus mentionnés et en fera la répartition au prorata du montant des travaux exécutés par chaque entrepreneur.

Au cours de chaque réunion du Comité, l'entrepreneur de GROS ŒUVRE (lot 1) devra faire connaître le montant global TOUS CORPS D'ETAT des dépenses à faire figurer au COMPTE PRORATA. Pour se faire, il devra réclamer périodiquement l'état des dépenses auprès de chaque entreprise.

Ce Comité sera composé de trois membres représentant des groupes titulaires des marchés intéressant l'opération de construction, soit :

- l'entrepreneur du lot 1
- un entrepreneur représentant les lots de second œuvre
- un entrepreneur représentant les lots techniques

Les décisions du Comité sont votées à la majorité des membres entrepreneurs, chaque représentant de groupe disposant d'une voix.

Eventuellement, cette composition pourra être modifiée au cours de la première réunion de travail, le nombre des membres ne devant jamais être inférieur à TROIS et jamais en nombre pair.

Le Comité se réunira au moins TOUS LES DEUX MOIS.

Les décisions prises par le Comité seront portées à la connaissance de toutes les entreprises par un compte-rendu spécial qui suivra chaque réunion du Comité.

Dans le cas où une entreprise serait en désaccord avec une décision prise par le Comité, elle devra en avvertir le Maître d'œuvre dans les QUINZE JOURS qui suivront la date d'émission du compte rendu portant décision du Comité.

En cas de contestation d'une décision du Comité établie dans les délais, le Comité devra convoquer l'ensemble des entreprises afin de faire procéder à un vote

Le Maître d'œuvre arbitrera, sans appel, les litiges éventuels que le Comité n'aurait pu régler.

Les modalités d'application du présent ARTICLE seront mises au point au cours des premières réunions du Comité. Elles feront l'objet d'une Convention qui sera transmise, pour information, au Maître d'œuvre.

## **2.5. GESTION DU COMPTE PRORATA**

Le montant du COMPTE PRORATA à appliquer d'office à chaque entreprise sur le montant des situations d'entreprises est défini par le Maître d'Ouvrage et fixé à

- 0,5% pour tous les lots

Afin d'alimenter le COMPTE PRORATA, le Gestionnaire (l'entrepreneur du lot 1) devra fournir un compte spécial dont l'intitulé portera le mot « PRORATA » ; ce compte sera destiné à recevoir les prélèvements faits au titre du COMPTE PRORATA.

Pour ce compte, il devra être déposé trois signatures :

- celle du Gestionnaire : le lot 1
- celles de deux membres du Comité de Gestion

Deux signatures étant suffisantes pour le fonctionnement des opérations.

Le taux de prélèvement sera décidé d'un commun accord avec le Comité de Gestion et les entreprises, dès le début du chantier.

Le numéro de compte en Banque et le taux de prélèvement seront remis au Maître d'œuvre dans les meilleurs délais.

### **2.5.1. Dépenses**

Sont portées au débit du COMPTE PRORATA, sans qu'il y ait besoin d'une mention spéciale, les dépenses énumérées ci-après :

- Les frais de remise en état des réseaux d'eau, électricité et téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de reconnaître le responsable
- Les frais de réparation et de remplacement des fournitures mises en œuvre, détériorées ou détournées dans les cas suivants :
  - Les actes de vandalisme manifestes dont l'origine n'aura pu être découverte (les autres dégradations ou vols n'étant pas portés au COMPTE PRORATA)

- La responsabilité de l’auteur, insolvable, n’est pas couverte par un tiers
- Les dépenses concernant le nettoyage en commun.
- Les dépenses imputées au COMPTE PRORATA par les documents constituant le marché
- Les dépenses imputées au COMPTE PRORATA en vertu d’un accord intervenu, à ce sujet, entre les ENTREPRENEURS participant au chantier.
- Les dépenses inscrites au COMPTE PRORATA par décision de la Commission.
- Toute autre dépense d’intérêt commun n’incomant pas à un entrepreneur déterminé.

#### **2.5.2. Justification**

Les inscriptions au compte prorata doivent être justifiées par des factures ou par des attachements. Toutefois, ces attachements devront être établis en 3 exemplaires, un pour le créancier, un autre pour la personne chargée de la tenue du compte prorata et le troisième pour le Maître d’œuvre.

Les factures seront remises à la personne chargée de la tenue du compte prorata dans un délai d’un mois.

Les corps d’état intéressés feront l’avance des prestations, sauf cas exceptionnel à décider par la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Dans les 30 jours au plus tard à compter de la réception, chaque entrepreneur devra avoir remis à la personne chargée de la tenue du compte prorata l’ensemble des factures à imputer pour ce compte, accompagnées d’un bordereau récapitulatif.

Chaque entrepreneur renonce expressément à demander le paiement des factures qui ne seraient pas produites dans le délai précité.

#### **2.5.3. Déboursés**

Les dépenses imputées au compte prorata comprennent :

- a) les frais réels de la main d’œuvre d’exécution de l’entreprise (salaires + charges sociales). A cette fin, les attachements devront indiquer le temps passé et le nom et la qualification de l’ouvrier
- b) les fournitures rendues chantier au prix hors taxes facturées par l’entreprise

A chacun de ces postes, il sera appliqué un multiplicateur dont le pourcentage sera arrêté dès le démarrage de chantier par accord entre les entrepreneurs.

Dans le cas où tous les entrepreneurs ne seraient pas désignés à l’ouverture du chantier, cet accord interviendra lorsque 75 % du montant de l’ensemble des travaux aura été traité. A défaut d’accord entre les entrepreneurs, ce pourcentage sera fixé par le Comité de Contrôle visé ci-après.

#### **2.5.4. Recettes**

Sont inscrites au crédit du COMPTE PRORATA, les recettes provenant de la location ou de la récupération des installations, matériels, etc... ayant donné lieu à inscription au débit de ce compte.

#### **2.5.5. Solde – répartition imputation**

Le solde du compte prorata et sa répartition sont établis après la réception des travaux par la personne chargée de la tenue du compte.



La répartition est faite au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur. Toutefois, pour certaines dépenses, une règle de répartition différente peut être établie par les documents particuliers du marché, ou par accord intervenu entre l'ensemble des entrepreneurs participant au chantier.

Ce solde et sa répartition sont communiqués à chaque entrepreneur dans les 30 jours qui suivent la réception des travaux.

Chaque entrepreneur dispose d'un délai de 15 jours pour faire connaître, par écrit, ses observations. Le tout est soumis dans les 15 jours au Comité de Contrôle. Celui-ci, dans les 8 jours, fait connaître sa décision au Maître d'œuvre.

Chaque entrepreneur déclare expressément s'en remettre au Comité de Contrôle pour la fixation de cette contribution.

## **Chapitre 4 CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION**

- L'entrepreneur est tenu de fournir au Maître d'œuvre (SCP CIRGUE-DARGASSIES) la totalité des documents et informations nécessaires à la réalisation de sa mission en particulier ceux nécessaires à l'élaboration des plannings généraux et particuliers : méthodes et moyens mis en œuvre par l'entreprise, plan d'installation définitif de chantier, etc. ...
- A défaut d'obtenir les renseignements nécessaires à l'accomplissement de sa mission, le Maître d'œuvre éditera « d'autorité » tous documents ou planning auxquels devra s'astreindre l'entrepreneur sans possibilité de recours.
- Les plannings édités (y compris ceux « d'autorité ») et diffusés par le Maître d'œuvre sont contractuels et, en cas de non-respect de ceux-ci par l'entrepreneur, les pénalités pour retard visées au CCAP s'appliqueront.

### **Délais - Planning**

Le délai d'exécution des travaux (délai contractuel) est indiqué à l'article 5 du CCAP.

Il s'insère dans le calendrier prévisionnel d'exécution auquel viendra se substituer le calendrier détaillé d'exécution des travaux, établi pendant la période de préparation du chantier, dans un délai de 2 semaines maximum à compter de l'Ordre de Service de démarrage des travaux. Il sera élaboré selon les prescriptions du CCAP.

Ce planning sera mis au point entre le Maître d'Œuvre et l'entrepreneur. Après approbation du Maître d'Ouvrage, il deviendra contractuel et sera affiché dans le bureau de chantier.

Quel que soit le planning général détaillé, il est rappelé que la date de livraison de l'ouvrage est IMPERATIVE et ne pourra en aucun cas être décalée.

- L'entrepreneur sera tenu d'être présent à toutes les réunions auxquelles il sera convoqué par la Maîtrise d'œuvre, à savoir :
- une réunion hebdomadaire pendant toute la période de chantier, y compris préparation. Le jour de la réunion sera fixé en début de chantier par la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'œuvre en concertation avec les entreprises. Toute absence ou retard pourra engendrer des pénalités tel que prévu au CCAP.
- des réunions ponctuelles pour le réglage de points techniques spécifiques.

